

NF – 13.03.2026 Guillaume Chillier

Les Vert·e·s provoquent une votation sur l'aéroport

POLITIQUE La population valaisanne va sans doute voter sur le développement de l'aéroport de Sion. Les Vert·e·s ont lancé le référendum contre la loi votée hier matin par le Grand Conseil.



Brigitte Wolf, coprésidente des Vert·e·s, Philippe Cina, coprésident des Vert·e·s, et Emmanuel Revaz, candidat vert au Conseil d'Etat, en mars 2025. Héroïse Maret/A

La population valaisanne aura sans doute le dernier mot sur l'avenir de l'aéroport de Sion. Les Vert·e·s ont annoncé hier après-midi le lancement d'un référendum contre la loi sur le développement de l'infrastructure, votée le matin même par le Grand Conseil. «Nous sommes persuadés qu'un grand nombre de personnes sont prêtes à nous soutenir. La déconnexion entre le Parlement et la population est totale», juge Philippe Cina, coprésident des Vert.e.s valaisans.

La loi votée hier permet la création d'une société de gestion de l'aéroport, aujourd'hui piloté par la ville de Sion. Elle modifie aussi le financement de l'infrastructure en impliquant les communes et en allégeant la charge pour le chef-lieu. L'objectif est de permettre à la nouvelle structure d'atteindre l'équilibre entre utilité publique et rentabilité économique, grâce notamment à une augmentation de sa fréquentation. Les Vert·e·s ont trois mois pour récolter 3000 signatures.

Lors des débats, le parti écologiste n'a tout simplement rien obtenu qui aurait pu le faire changer d'avis. Les Vert·e·s n'ont pas réussi à insérer dans la loi des objectifs climatiques, une étude en continu des nuisances sonores et environnementales ou encore des règles claires de vol et d'horaires pour chaque aéronef.

«Le développement que permet ce texte est un non-sens écologique, un non-sens économique et un non-sens pour la santé des gens. C'est le signal que nous voulons donner aux Valaisans», poursuit Philippe Cina.

«Ils se trompent de cible», rétorque Christophe Darbellay. Pour le conseiller d'Etat, la question n'est pas d'être pour ou contre l'aéroport, «mais de savoir si nous voulons un développement civil raisonnable et durable». Dire «non» à ce développement, c'est ouvrir la porte à un nouveau déploiement de l'armée et de ses nuisances dans un contexte de tensions géopolitiques mondiales, selon l'élus.

Le conseiller d'Etat du Centre juge ainsi que les écologistes «préfèrent les avions de combat F35 aux avions électriques développés sur le site même de l'aéroport de Sion». Le conseiller d'Etat paraît confiant: «C'est une loi bien préparée, soutenue par 80% du Parlement, les milieux économiques, touristiques et du sauvetage. Même l'association des riverains est avec nous.»

Pour le moment, les Vert·e·s sont un peu seuls dans leur combat. Ils ont d'ailleurs surpris tout le monde en communiquant au cœur d'une session parlementaire très chargée. Partenaires à gauche, le Parti socialiste s'est certes montré critique sur les aspects financiers du projet de développement, mais de là à se lancer dans la bataille? Les instances du parti doivent encore se prononcer.